



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)
COMMUN À TOUS LES LOTS**

ACCORD-CADRE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

(en application des articles L.2124-1 À L.2124-2, R.2124-2, R.2161-1 À R.2161-5, R.2162-1 À R.2162-6, R.2162-13 ET R.2162-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

Acheteur public

État - Ministère des Armées - Secrétariat Général pour l'Administration
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense
Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Metz

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Metz
Caserne Ney – CS 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

Objet de l'accord-cadre

N° Projet : DAF_2024_001187

Accord-cadre à bons de commande, pour l'**exploitation et l'entretien des installations thermiques, de ventilation et de climatisation** des sites suivants :

- Lot 01 : Mourmelon ;
- Lot 02 : Suippes-CPE ;
- Lot 03 : Suippes et Châlons-en-Champagne ;
- Lot 04 : Châtres ;
- Lot 05 : Sissonne ;
- Lot 06 : Charleville-Mézières.

ANNEXES :

- Annexe 1 : caractéristiques techniques des installations propres à chaque lot.
- Annexe 2 : gamme de maintenance au titre de l'entretien forfaitaire.

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU C.C.T.P	4
ARTICLE 2.	DOCUMENTS REGLEMENTAIRES	4
2.1.	NORMES ET RÈGLEMENTS	4
2.2.	TERMINOLOGIE	5
ARTICLE 3.	CONSISTANCE DES INSTALLATIONS	5
3.1.	INVENTAIRES ET PRESTATIONS	5
3.2.	PHASE DE DÉMARRAGE ET DE PRÉPARATION	5
ARTICLE 4.	FIN D'ACCORD-CADRE : PHASE DE RÉVERSIBILITÉ	6
4.1.	ÉQUIPEMENTS	6
4.2.	LOCAUX TECHNIQUES MIS À LA DISPOSITION DU TITULAIRE	7
ARTICLE 5.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
5.1.	PRESTATION D'ENTRETIEN FORFAITAIRE	8
5.2.	COMPTEURS D'ÉNERGIE THERMIQUE	8
5.3.	CONTRÔLES ET VISITES	8
ARTICLE 6.	PERSONNEL AFFECTÉ AU TITRE DU MARCHÉ	12
6.1.	GÉNÉRALITÉS	12
6.2.	PERSONNELS EXIGÉS AU TITRE DE L'ENTRETIEN FORFAITAIRE	13
6.3.	PERSONNELS EXIGÉS AU TITRE DU GROS ENTRETIEN	13
ARTICLE 7.	GESTION DES FOURNITURES ET DES CONSOMMABLES	14
7.1.	PIÈCES DÉTACHÉES	14
7.2.	CONSOMMABLES	14
7.3.	MOYENS DE LEVAGE ET D'ACCÈS	14
ARTICLE 8.	TELESURVEILLANCE ET MOYENS DE COMMUNICATION	14
8.1.	TÉLÉSURVEILLANCE	14
8.2.	MOYENS DE COMMUNICATION	14
ARTICLE 9.	ASSISTANCE AU MAÎTRE D'OUVRAGE	15
9.1.	ASSISTANCE TECHNIQUE	15
9.2.	VISITES DES ORGANISMES AGRÉÉS ET SUIVI DES OBSERVATIONS	15
ARTICLE 10.	OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	16
10.1.	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	16
10.2.	MAINTENANCE PRÉVENTIVE SYSTÉMATIQUE	16
10.3.	MAINTENANCE PRÉVENTIVE CONDITIONNELLE	17
ARTICLE 11.	OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE	17
11.1.	OBJECTIFS	17
11.2.	PROGRAMMATION	18
11.3.	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 12.	PRESTATIONS SPECIFIQUES	19
12.1.	PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE – RÉSEAU ECS	19
12.2.	FILTRATION	19

12.3.	DISCONNECTEURS.....	19
12.4.	ADOUCCISSEURS ET TRAITEMENT D'EAU.....	20
12.5.	SIPHONS DE SOL ET FOSSES POMPES DE RELEVAGE.....	20
12.6.	ÉQUILIBRAGE DES RÉSEAUX SECONDAIRES.....	20
12.7.	ARMOIRES ÉLECTRIQUES.....	20
12.8.	ANALYSE EAU DE CHAUFFAGE.....	20
ARTICLE 13.	DOCUMENTS D'EXPLOITATION – SUIVI DES PRESTATIONS	20
13.1.	DOCUMENTS TENUS À JOUR SUR SITE.....	20
13.2.	DOCUMENTS À FOURNIR PÉRIODIQUEMENT LORS DE RÉUNION.....	21
13.3.	LES RAPPORTS D'ACTIVITÉ	22
13.4.	GESTION DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	22
13.5.	GESTION DU SUIVI DES DÉCHETS	22
13.6.	CONTRÔLES SUR SITES	23
ARTICLE 14.	SECURITE DES PERSONNELS – MOYENS - METHODES	23
14.1.	SÉCURITÉ DES PERSONNELS D'EXÉCUTION ET DES PERSONNELS D'INTERVENTION.....	23
14.2.	MOYEN EN OUTILLAGE ET MATÉRIEL - MÉTHODOLOGIE	23
14.3.	TENUE ET COMPORTEMENT DES PERSONNELS.....	24
ARTICLE 15.	OBLIGATIONS DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	24
15.1.	OBLIGATION DE MISE À DISPOSITION DES INSTALLATIONS.....	24
15.2.	OBLIGATION DE MISE À DISPOSITION DES FLUIDES ET DES ÉNERGIES.....	24
15.3.	AUTRES OBLIGATIONS.....	24
ARTICLE 16.	CONDITIONS TECHNIQUES.....	25
16.1.	CHAUFFAGE DES LOCAUX	25
16.2.	CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE	26
16.3.	SAISON DE CHAUFFE.....	27
16.4.	EAU CHAUDE SANITAIRE.....	27

ARTICLE 1. OBJET DU C.C.T.P

Le titulaire de chacun des lots du présent accord-cadre a pour missions la **conduite, l'exploitation, la maintenance et le maintien en état de marche des installations thermiques, de ventilation et de climatisation, ainsi que les prestations de gros entretien de la totalité des installations** relevant de son lot.

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est garant de la qualité et de la réactivité de réalisation des prestations exécutées dans le cadre de l'accord-cadre. Il pilote l'ensemble des prestations sur les sites et maîtrise son périmètre géographique et contractuel. Il est entièrement responsable du personnel qu'il met à disposition pour effectuer les prestations. Il garantit la qualification et l'habilitation du personnel.

Il s'engage à déployer l'effort nécessaire pour obtenir les meilleurs résultats possibles, en exploitant notamment ses connaissances et son expérience, et en se référant aux normes d'exercice professionnel. Le Titulaire a un devoir de conseil envers la Personne Publique pour l'amélioration de la performance énergétique de l'ensemble des sites soutenus.

Le titulaire doit également enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes de sécurité et contrôler fréquemment que ces consignes soient parfaitement connues et appliquées par les intéressés.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter la confidentialité des informations et documents auxquels il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) concernent :

- les prestations de suivi et d'exploitation des installations de chauffage collectif et de production d'eau chaude sanitaire, de la ventilation, de la climatisation (P2) ainsi que les travaux de gros entretien afférents (P3) qui prennent la forme de commandes de travaux à partir du Bordereau de Prix Unitaires remis par le titulaire en annexe de son acte d'engagement ;
- les prestations relatives à l'entretien forfaitaire préventif et correctif (de niveau 1, 2 et 3 selon la norme FD X 60-000) (P2).

L'accord-cadre porte également sur :

- l'accompagnement des opérateurs chargés, s'il y a lieu, de certains contrôles réglementaires (CVPO) relatifs aux installations ;
- le management (gestion des personnels sur site entre autres) et le suivi des prestations ;
- la mise en place d'un service d'astreinte.

La liste détaillée des installations et leurs spécifications techniques, ainsi que les conditions spécifiques d'exploitation, le détail des installations concernées et le contenu des prestations sont précisés dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes techniques.

La fourniture des combustibles (P1) n'est pas prévue au titre de cet accord-cadre, elle est à la charge du ministère des Armées et des Anciens combattants.

ARTICLE 2. DOCUMENTS REGLEMENTAIRES**2.1. Normes et règlements**

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Il respectera également les Documents Techniques Unifiés et leurs additifs, les notices techniques et d'entretien des équipements.

Tout ce qui n'est pas précisé dans le C.C.T.P. est soumis aux dispositions des codes, normes et des textes réglementaires en vigueur, notamment :

- le code du travail (dont Art. R232-5-4 et R232-2-6 et la Circulaire du 09 mai 1985) ;

- le code de la santé publique ;
- les règlements sanitaires départementaux qui s'appliquent aux immeubles en fonction de leur localisation ;
- les prescriptions du conseil supérieur de l'hygiène ;
- le code de la construction ;
- les textes sur l'utilisation de l'énergie ;
- les textes sur le fonctionnement et le contrôle des installations de production de chaleur ;
- les textes sur la sécurité des travailleurs ;
- les textes sur l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- les normes, les DTU, les avis techniques du CSTB ;
- le décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et génie civil dans un organisme du ministère de la Défense.
- le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP.

2.2. Terminologie

La terminologie employée dans le présent document découle des normes :

- NF EN 13306, Terminologie de la maintenance (indice de classement : X 60-319) ;
- NF X 60-100, Inventaire et départ d'un contrat de maintenance, et d'expertise de l'état des biens durables à usages industriel et professionnel ;
- NF X 60-200, Documents techniques à remettre aux utilisateurs de biens durables à usage industriel et professionnel - Nomenclature et principes généraux de rédaction et de présentation ;
- NF X 60-012, Termes et définitions des éléments constitutifs et de leur approvisionnement pour les biens durables ;
- NF X 60-020, Maintenance - Indicateurs de maintenance ;
- FD X 60-008, Maintenance - Relation précontractuelle ;
- NF X 60-318 Maintenance - Guide de préparation des contrats de maintenance ;
- FD X 60-000, Maintenance industrielle – fonction de maintenance.

ARTICLE 3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

3.1. Inventaires et prestations

La localisation des bâtiments et l'implantation des installations, objets du présent contrat, sont données en annexe 1 propre à chaque lot du présent C.C.T.P.

Les inventaires et consistances des installations techniques, objets du présent contrat, sont donnés également en annexe 1 du présent C.C.T.P.

Cet inventaire a pour objet d'établir la liste détaillée et l'état descriptif des installations, ce dernier faisant partie intégrante du contrat. La liste en annexe n'est pas exhaustive et sera consolidée lors de la période de prise en charge des installations par le titulaire. Ce dernier doit avoir intégré tous les matériels en présence avant le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Dans le cadre d'un contrat avec obligation de résultats, les prestations et périodicités d'entretien forfaitaire des installations de génie climatique, objet du présent contrat, sont définies dans le présent C.C.T.P et ses annexes.

3.2. Phase de démarrage et de préparation

La phase de démarrage et de préparation prend effet dès la notification de l'accord-cadre relatif à la première période d'exécution, pour une durée variable en fonction du lot concerné (cf . Article 1.3 du CCAP). Le titulaire est acteur responsable de la conduite de l'action afin de disposer au plus vite de la connaissance et de la capacité à la

prise en compte et mise en œuvre de sa mission.

Lors de la phase de démarrage/préparation, le prestataire prendra les dispositions suivantes :

- établissement et présentation au visa de la liste des sous-traitants, accompagnée des demandes d'agrément pour l'exécution des prestations ;
- les demandes d'accès du personnel sur site et l'établissement d'une liste nominative en vue d'effectuer les **contrôles primaires** des personnes physiques (valable également pour le personnel des sous-traitants) ;
- la participation à l'élaboration des plans de prévention pour les prestations objet de l'accord cadre ;
- la mise en place de ses moyens d'intervention : outillage, fournitures, atelier, moyen de manutention, moyens de transport de son personnel, moyens de communication, etc. ;
- établissement du procès-verbal établi au début de l'accord-cadre à l'occasion de la prise en charge des installations par le titulaire.

ARTICLE 4. **Fin d'accord-cadre : phase de réversibilité**

Dans le cas où l'accord-cadre ne serait pas reconduit ou arrivé à terme, le titulaire doit assurer une phase de réversibilité. Il doit, en lien avec le futur titulaire, ou à défaut avec le RPA ou son représentant, effectuer un état des lieux (procès-verbal) contradictoire du patrimoine.

Ce dernier sera comparé avec le procès-verbal effectué au début de l'accord-cadre, si la comparaison met en évidence une usure prématurée des équipements liée à une mauvaise exécution des prestations par le titulaire, le RPA ou son représentant se réserve le droit d'exiger la remise en états des équipements par ou au frais du titulaire.

4.1. **Équipements**

Les équipements concernés par le présent accord-cadre sont les équipements des installations suivantes, sauf stipulations particulières :

Installations CVC: Chauffage Production Distribution

- D'une manière générale toutes les chaufferies, quel que soit le fluide (FOD, GAZ naturel, propane, etc.),
- L'ensemble des équipements thermiques de production, de distribution en chaufferie (chaudières, brûleurs, pompes, systèmes d'expansion, régulations, tuyauteries, calorifuges, vannes et robinetteries, carnaux et conduits de fumées, traitements des eaux, installations électriques, équipements gaz, fuel, etc.),
- Tuyauteries et toutes les sujétions (vannes, vidanges, purges, robinets, ...),
- Isolation thermique (calorifuge : laine et finition (tôle ou PVC ou plâtre),
- Les cheminées : carneau, conduits, tubage, trappes d'accès et piquages pour opacimètre,
- Les installations de GTC – GTB associées aux installations,
- Les systèmes d'expansion de toute nature en chaufferie (ou en dehors)
- Vases d'expansion :
 - Groupe de maintien de pression à vases fermés,
 - Groupe de maintien de pression à vases ouverts,
- Le réseau de distribution primaire comprenant les organes de réglage, compensateurs, points fixes, support de robinetteries, émetteurs, etc.), situés en chaufferies, sous stations, locaux et galerie techniques,
- Les échangeurs en sous-station ainsi que les panoplies de distribution (pompes, vannes, robinetterie, V3V, sondes, manomètres, etc....),
- L'ensemble des équipements de production ECS en chaufferie et sous station (production, pompes, tuyauteries, régulation, y compris mitigeurs même ceux situés hors chaufferie) :
 - Ballons mixtes (eau chaude et électrique),
 - Échangeurs,
 - Ballons tampons de stockage (primaire et/ou secondaire),
 - Ballons électriques,
- L'ensemble des installations de traitement d'eau, de chauffage et d'eau chaude sanitaire (adoucisseurs, pompes doseuses, postes de chloration etc.). Les produits de traitement d'eau (sel, filmogène, chlore éventuel, autres produits...) sont à la charge du titulaire (fourniture de produit au titre de l'entretien

forfaitaire),

- L'ensemble des armoires électriques et fileries (y compris GTC), connectiques (câblages, serrage des connexions sur connecteurs rectangulaires et circulaires) situés en locaux techniques,
- Les compteurs gaz et postes gaz propriétés du bénéficiaire, les canalisations depuis ces compteurs vers les générateurs, y compris les vannes de barrage extérieures, électrovannes, détection gaz...
- Les alimentations en eau de remplissage et d'eau chaude sanitaire depuis la canalisation eau froide en pénétration du local technique, y compris la vanne d'isolement, le disconnecteur, filtre, manomètre etc...
- Les réseaux d'alimentation en eau brute ou adoucie sur le réseau de chauffage et eau chaude sanitaire.
- Les pompes de distribution et surpresseurs eau froide,
- Tous les appareils de comptage : énergie chauffage, ECS, EF, gaz, fuel, électrique etc.,
- Les pompes puisards et de relevage y compris tuyauteries de refoulement jusqu'aux collecteurs,
- L'éclairage des locaux techniques, les prises 24 et 220 V situés dans les locaux techniques etc...
- Les destratificateurs, aérothermes, extracteurs (location échafaudage ou nacelle à charge du titulaire).

Installations CVC : Ventilation -Conditionnement d'air

- La climatisation (climatiseurs à détente directe, groupes de production d'eau glacée).

Installation de traitement d'eau

L'ensemble des équipements de traitement d'eau (installations ECS, chauffage et eau glacée, ...), robinetterie s'y attenant, électricité, régulation.

Le traitement d'eau est assuré généralement par des adoucisseurs et des pompes doseuses comprenant en général :

- Une tête hydraulique et régénération,
- Une cuve à résine (y compris les résines),
- Un bac à saumure avec séparateur,
- Un coffret électrique de commande de régénération y compris son horloge de programmation, un compteur d'eau avec sa tête d'impulsion,
- Une pompe doseuse y compris sa canne d'injection, ses liaisons, son bac à produit, etc...

Le titulaire en assure la conduite et l'entretien y compris la fourniture des produits au titre de l'entretien forfaitaire. Pour les eaux chaudes de qualité sanitaire faisant l'objet d'un traitement contre la corrosion des tuyauteries, le titulaire assurera les prestations prévues par l'Avis Technique obligatoire du C.S.T.B. pour les produits injectés, y compris le contrôle régulier à ses frais par des organismes ou sociétés habilités (compris recherche de légionelles sur production ECS) par le C.S.T.B.

Le titulaire précisera pour chacun des produits qu'il prévoit de mettre en œuvre, son nom, sa qualité, son dosage et le cas échéant son numéro d'Avis Technique du C.S.T.B et leur fiche technique.

4.2. Locaux techniques mis à la disposition du titulaire

Le bénéficiaire met à la disposition du titulaire, l'ensemble des locaux techniques (chaufferies, sous stations, locaux ventilation, etc....) liés au fonctionnement des installations, définies au présent accord-cadre.

Il lui laisse également l'accès aux équipements répartis dans les établissements tels que les émetteurs de chaleur, émetteurs de froid, caissons de traitement d'air, ventilateurs, matériels divers, etc...

Des contraintes exceptionnelles de service pourront imposer un accès en dehors des heures ouvrables habituelles du titulaire, qui devra alors s'y soumettre sans plus-value financière.

Stockage:

Il est précisé qu'il ne sera stocké dans des locaux techniques mis à disposition par le bénéficiaire, que les matériels et consommables permettant la continuité de l'exploitation pendant 1 mois maximum (sous réserve que la nature des matériaux ou leur volume, ne soient pas contraires aux règlements de sécurité en vigueur).

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**5.1. Prestation d'entretien forfaitaire**

La liste des prestations d'entretien courant dues par le titulaire est, en règle générale, celle publiée à l'annexe 2 du Guide de rédaction des clauses techniques des marchés d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par décision n°2007-17 du 04 novembre 2007.

Ces prestations incluent non seulement la conduite, mais également la surveillance et le réglage des différents matériels, ainsi que leur nettoyage et leur entretien courant.

Ces prestations incluent également le coût des prestations sous traitées (analyses, contrôles, ...), mais aussi les fournitures dont le montant unitaire (avant application du coefficient de vente du titulaire) est inférieur à 500 € H.T.

L'ensemble de ces prestations contractuelles est défini dans le présent C.C.T.P et ses annexes.

5.2. Compteurs d'énergie thermique

Dans le cas de l'existence de compteur d'énergie thermique servant à la facturation du bénéficiaire, le titulaire fait assurer à ses frais au titre de l'entretien forfaitaire, une fois par an, par un expert agréé conformément à la réglementation en vigueur, le contrôle du bon fonctionnement des installations de comptage dont il a la charge et utilisé pour la facturation.

Des certificats de bon fonctionnement seront fournis au bénéficiaire.

Les contrôles ou étalonnages demandés par le bénéficiaire en vue de vérifications supplémentaires sont :

- soit à la charge du bénéficiaire, si ces contrôles et étalonnages ne mettent pas en évidence une erreur supérieure à l'erreur maximale garantie par le constructeur,
- soit à la charge du titulaire, si ces contrôles et étalonnages mettent en évidence, en défaveur du bénéficiaire, une erreur supérieure à l'erreur maximale garantie par le constructeur.

La maintenance des compteurs d'énergie thermique est à la charge du titulaire au titre du P2 dans les conditions définies par le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat.

5.3. Contrôles et visites**Généralités**

Le titulaire est chargé des contrôles et des visites légales et réglementaires des installations par des organismes de contrôle agréés, il est responsable de leur exécution complète (y compris les démontages éventuels pour accès). Ces contrôles et visites sont aux frais du titulaire.

Il s'agit des visites concernant: les appareils de production de chaleur, les installations de traitement d'eau, les installations de traitement d'air, les équipements sous pressions et les équipements de mesure (compteurs, opacimètre, ...).

Le bénéficiaire conserve à sa charge les autres visites et contrôles tels que : vérification des installations électriques, vérification des installations de conditionnement d'air, vérifications périodiques d'installations thermiques, etc. Sauf les contrôles induits par le code de l'environnement, l'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts modifié, et l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 qui restent à la charge du titulaire et ceux prévus au présent accord-cadre.

Précision sur la notion d'exploitant

Selon la jurisprudence, le droit de propriété de l'installation est sans incidence sur la qualité d'exploitant. Donc, à partir du moment où l'exploitation, la maintenance, l'entretien et le suivi des installations ont été confiés à un tiers titulaire de service, ce dernier se substitue au RPA pour toutes interventions et responsabilités décrites dans l'accord-cadre de base et ses avenants.

Code de l'environnement – art. R224-59-1 à R224-59-9 et décret n°2010-349 du 31 mars 2010

Les inspections périodiques des systèmes de climatisation ou de pompe à chaleur réversible dont la puissance frigorifique nominale utile est au moins de 12 kW sont à la charge du titulaire.

Cette obligation concerne l'ensemble de l'installation si l'un des matériels dépasse les 12 kW. L'inspection doit être réalisée au moins une fois tous les 5 ans.

En cas de remplacement d'un système de climatisation ou d'une PAC réversible, ou en cas d'installation d'un nouveau système de climatisation ou de PAC, la première inspection doit être effectuée au plus tard au cours de l'année civile suivant le remplacement ou l'installation.

L'inspection comporte l'inspection documentaire, l'évaluation, lors de l'inspection sur site, du rendement du système de climatisation et de son dimensionnement, ainsi que la fourniture des recommandations nécessaires portant sur le bon usage du système en place, les améliorations possibles, l'intérêt éventuel du remplacement de celui-ci et les autres solutions envisageables.

Ce rapport doit être conservé durant 10 ans.

La personne qui réalise l'inspection ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son objectivité et à son indépendance, il doit être certifié par un organisme accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI17024.

La première inspection des installations existantes doit avoir lieu dans un délai de :

- 2 ans à compter de la date de début de garantie pour les systèmes centralisés dont la puissance frigorifique nominale utile est > 100 kW
- 3 ans à compter de la date de début de garantie pour les systèmes centralisés dont la puissance frigorifique nominale utile est > 12 kW

Le coût de cette prestation est inclus dans les tarifs proposés par le titulaire.

Décret n° 2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement

Contrôle de l'efficacité énergétique (art. R.224-20 à R.224-41 du code de l'environnement)

L'exploitant est tenu de déterminer le rendement lors de chaque remise en marche des chaudières, et au moins tous les 3 mois pendant la période de fonctionnement et de le consigner dans le cahier de chaufferie (Chaudières dont la puissance unitaire est supérieure à 400 kW).

Le contrôle et le réglage de la combustion doivent être réalisés de façon à respecter les valeurs minimales réglementaires en vigueur.

Décret n° 2009-649 du 9 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts

Une opération de contrôle par un organisme agréé est obligatoire tous les 3 ans (chaufferies dont la puissance cumulée des générateurs est supérieure à 1 MW et au moins 1 générateur de puissance supérieure à 400 KW).

Le coût des prestations de contrôle obligatoire par un organisme agréé est à la charge du titulaire qui devra mettre à disposition un personnel d'entretien qualifié pour assister l'organisme de contrôle lors de cette visite.

Le titulaire proposera à l'USID, pour validation, un organisme de contrôle agréé et indépendant pour effectuer les contrôles périodiques.

Décret n° 2009-648 du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts

Les contrôles périodiques décrits dans le décret du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 KW et inférieure à 20 MW sont à la charge du titulaire.

Le coût de cette prestation est inclus dans les tarifs proposés par le titulaire qui devra mettre à disposition un personnel d'entretien qualifié pour assister l'organisme de contrôle lors de cette visite.

Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

Pour le cas des installations soumises à déclaration, l'ensemble des prescriptions au titre de l'arrêté du 03 août 2018 sont exigibles.

Le titulaire exerce ses attributions d'exploitation dans le cadre réglementaire particulier des ICPE relevant du ministre de la Défense (INSTRUCTION N° 24705/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la Défense).

Modifications

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité délégataire du Ministre des Armées et des Anciens combattants.

Le dossier de déclaration modificatif sera élaboré par le titulaire du présent accord-cadre.

Dossier installation classée

Le titulaire devra fournir les documents nécessaires pour tenir à jour le dossier installations classées.

Ce dossier comportera les documents suivants :

- le dossier de déclaration ;
- les plans tenus à jour ;
- le récépissé de déclaration et les prescriptions générales ;
- les arrêtés ministériels relatifs à l'installation concernée ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports de visites.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par toute exigence réglementaire relative à la réglementation en vigueur.

Une copie du dossier sera remise au titulaire en période de prise en charge des installations de combustion.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées (Contrôle général des Armées/Inspection des Installations Classées) et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par le code de l'environnement.

Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant, ou son représentant, doit en faire la déclaration au délégataire du ministre des Armées et des Anciens combattants dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Registre entrée/sortie

Le titulaire tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Vérification périodique des installations électriques (à la charge du bénéficiaire)

Toutes les installations électriques doivent être entretenues, en bon état, et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.

Entretien

Le titulaire doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats seront consignés par écrit dans le cahier de chaufferie.

Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance d'un personnel qualifié.

Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion sur l'ensemble des installations.

Moyens de lutte contre l'incendie - Détection CO et Gaz

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Certaines installations peuvent être équipées de détecteurs CO ou gaz.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés par le titulaire conformément à la réglementation en vigueur.

Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes précisant les modalités d'application des dispositions de l'arrêté du 3 août 2021 susmentionné, doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet,
- les conditions de délivrance des "permis d'intervention" et des "permis de feu",
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'interventions de l'établissement des services d'incendie et de secours, etc.

Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretiens...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- Les modes opératoires.
- La fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation.
- Les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux.
- Les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Valeur limite de rejet

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif, permettant de respecter les valeurs réglementaires (contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur l'effluent brut non décanté et non filtré) sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Traitement des hydrocarbures

En cas d'utilisation de combustibles liquides, les eaux de lavage des sols et les divers écoulements ne peuvent être évacués qu'après avoir traversé au préalable un dispositif séparateur d'hydrocarbures à moins qu'ils soient éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Ce matériel est maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu pour conserver ses performances initiales. (À la prise en compte des installations, celles-ci devront être conformes).

Lors de la prise en compte des installations, le titulaire mentionnera les éventuelles non conformités.

Mesure périodique de la pollution rejetée

Le titulaire fera effectuer les mesures permettant d'évaluer les concentrations de polluants atmosphériques prévues par l'article R. 224-41-2 du code de l'environnement conformément aux spécifications techniques de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts.

À défaut de méthode spécifique normalisée spécifiée par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE, et aux normes de référence, la norme NFX 44-052 en vigueur sera applicable sans restriction par le titulaire.

Hormis les dispositions applicables aux installations existantes mentionnées en annexe II de l'arrêté du 03 août 2018, les valeurs limites d'émission s'entendent par application du 6.2.4 de l'arrêté susnommé selon les installations de combustion, leur date de mise en service et les combustibles utilisés.

Mesure de bruit

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement modifié.

Concernant les installations de combustion visées par l'arrêté du 3 août 2018, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence devra être effectuée en début et en fin de contrat, à la charge du titulaire.

ARTICLE 6. PERSONNEL AFFECTE AU TITRE DU MARCHE

6.1. Généralités

L'ensemble des prestations sera exécuté par le personnel du titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent accord-cadre.

Le personnel devra s'équiper de badges d'identification (ce point sera défini et arrêté lors de la réunion préparatoire et préalable au démarrage de l'accord-cadre).

L'agent d'encadrement sera physiquement présent sur site pour le suivi du programme de maintenance et pour la coordination des interventions.

Les études et les travaux hors accord-cadre à réaliser ne devront pas être imputés sur le temps de travail du personnel affecté à cet accord-cadre.

Il devra y avoir une cohérence entre le nombre d'heures chiffrées et le nombre de personnes dévolues à la réalisation des obligations contractuelles.

De plus, un responsable dûment désigné aura en charge l'encadrement des personnels, le suivi du contrat, l'organisation générale et sera l'interlocuteur pour le bénéficiaire.

Cet effectif minimum ne présume pas de la charge de travail qui résulte des obligations du présent accord-cadre dont le titulaire reste seul juge et responsable.

Le titulaire aura l'obligation de remettre lors de la remise de l'offre, le nom et la qualification professionnelle des personnels affectés, ainsi qu'un planning prévisionnel mensuel de présence et d'astreinte.

Le RPA se réserve le droit d'exiger le remplacement de tout personnel qui ne donne pas satisfaction.

Le titulaire présentera un organigramme de son organisation locale et spécifique au présent accord cadre incluant un cadre responsable de l'entreprise.

Le titulaire sera responsable 24 heures sur 24 de la continuité de la conduite et de la maintenance et devra, à ce titre, organiser les présences dans les régimes de travail et de prestations dévolus.

Plage horaires des jours ouvrables (lundi au jeudi) entre 8h00 et 12h00 ainsi que 13h30 et 16h30 et le (vendredi) entre 8h00 et 12h00.

Planning prévisionnel mensuel d'astreinte forfaitaire = astreinte organisée de façon à joindre directement le technicien sans délai, et avec un **délai maximum d'intervention sur site de 2 heures**.

Le titulaire s'assurera d'une bonne connaissance des sites et installations techniques par son personnel d'astreinte.

Le titulaire indiquera clairement les dispositions adoptées pour intervenir sur toute ou partie d'installation de chacun des sites objet du présent accord-cadre en dehors des heures ouvrables : nom et numéro d'appel du personnel d'astreinte et d'un responsable.

Le titulaire adressera dans les deux mois suivant la prise d'effet du contrat, tous les éléments nécessaires à l'élaboration d'un plan de prévention annuel pour chaque site.

6.2. Personnels exigés au titre de l'entretien forfaitaire

L'ensemble des prestations, dont les modalités d'exécution sont définies au présent C.C.T.P et ses annexes, doit être effectué par un nombre suffisant **d'agents permanents**, permettant de réaliser les tâches prévues.

Toute l'année du 1er janvier au 31 décembre (soit 52 semaines) sur l'ensemble des sites pour les prestations relevant de l'entretien forfaitaire, ces **personnels** devront être des **techniciens d'exploitation et d'installation confirmés** possédant entre autre les habilitations et qualifications suivantes à minima :

- * Habilitation gaz, ATEX, CACES
- * Habilitation électrique
- * Habilitation de capacité frigorifique
- * Qualification soudure sur acier, inox et cuivre

6.3. Personnels exigés au titre du gros entretien

Les travaux de gros entretien seront effectués par des personnels qualifiés.

Les travaux liés au gros entretien seront issus de bons de commandes liés à des interventions non prévisibles ou planifiées, et financés par application du bordereau de prix unitaires fournis lors de la consultation par le titulaire.

ARTICLE 7. GESTION DES FOURNITURES ET DES CONSOMMABLES**7.1. Pièces détachées**

Le titulaire devra, au titre de l'entretien forfaitaire, la fourniture et le remplacement de toutes les pièces dont le montant unitaire est inférieur à 500 € HT (prix d'achat du titulaire) non compris la main d'œuvre, avant application de son coefficient de vente.

Pour les matériels dont le montant est supérieur à 500 € HT, le titulaire aura pour obligation de rédiger un devis travaux au titre du gros entretien en appliquant le coefficient K et le coût horaire contractuel conformément au bordereau de prix unitaires.

7.2. Consommables

Tous les consommables (filtres, poulies, courroies, fusibles, disjoncteurs, voyants, visseries, liquide frigorigène, huiles, graisses, produits de traitements d'eau, sels, chlore, réducteur de Ph...) nécessaires à la prestation d'entretien forfaitaire et notamment de maintenance préventive systématique sont à la charge du titulaire et ce, quel que soit le montant unitaire des consommables.

Le titulaire devra s'assurer préalablement de l'approvisionnement d'un minimum de consommables permettant de minimiser les temps d'indisponibilité des équipements.

La gestion de l'ensemble du stock est à la charge du titulaire. Ce stock sera laissé au bénéficiaire à la fin du contrat.

7.3. Moyens de levage et d'accès

Le titulaire fera son affaire au titre du présent accord cadre de tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations de maintenance (nacelle, échafaudage, échelle).

ARTICLE 8. TELESURVEILLANCE ET MOYENS DE COMMUNICATION**8.1. Télésurveillance**

En cas d'existence d'installations de GTC-GTB, les unités sont à la charge du titulaire au titre des prestations d'entretien forfaitaire.

Toutes modifications ou compléments que le titulaire jugerait nécessaires pour la bonne gestion des installations seront à la charge du titulaire du présent accord-cadre.

Le titulaire aura à sa charge au titre de l'entretien forfaitaire, la maintenance et si besoin, le remplacement des unités centrales de la GTC-GTB installées en chaufferie et/ou locaux techniques.

Les abonnements et coûts des communications relatives à ces installations ainsi que les coûts des services des centrales d'appels sont à la charge du titulaire au titre de l'entretien forfaitaire.

A l'issue du présent accord-cadre, le titulaire sortant procédera au transfert de l'abonnement de la ligne téléphonique vers le nouvel exploitant ou au bénéficiaire.

Le bénéficiaire aura la possibilité ainsi de contrôler les températures et pourra accéder aux informations issues de la GTC dans le cas d'une télégestion.

Dans le cas d'une télégestion, le titulaire prendra des dispositions relatives à la cyber protection des systèmes et soumettra à la validation de l'USID, les mesures qu'il aura retenues comme efficaces et fiables. Les mesures élémentaires de mise à jour des systèmes d'exploitation, des progiciels, des antivirus et la mise en place de firewall sont des mesures socles que le titulaire devra être en mesure de justifier à tout instant.

8.2. Moyens de communication

Tous les frais afférents à la communication nécessaire entre le titulaire et le bénéficiaire notamment les frais de télécommunication sont compris dans la prestation d'entretien forfaitaire.

- Téléphone mobile, SMARTPHONE, Tablette tactile
- Internet
- Imprimante

Le titulaire est libre d'installer à ses frais, un poste informatique et une imprimante et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Si nécessaire, l'impression de documents techniques ou administratifs quels qu'ils soient restent à sa charge.

Dans tous les cas, les documents de suivi réglementaire des installations devront être archivés en version « papier » dans les classeurs en place en chaufferie.

Le titulaire devra mettre à disposition à ses frais pendant toute la durée de l'accord-cadre une plateforme Extranet permettant au représentant du bénéficiaire d'avoir la traçabilité des documents contractuels définis dans le présent C.C.T.P.

ARTICLE 9. ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE

9.1. Assistance technique

L'assistance technique porte essentiellement sur les points suivants :

- propositions des mesures à mettre en œuvre et de nature à améliorer les performances techniques et économiques des installations,
- propositions des travaux de mise en conformité des installations avec les textes en vigueur, des éventuels diagnostics de repérage des matériaux (plomb, amiante, parasites...) et des dispositions à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des personnes lors des opérations de maintenance,
- proposition de modifications éventuelles des installations,
- propositions des adaptations à apporter à la documentation technique des installations et de leurs différents cahiers d'exploitation et de maintenance.

Le titulaire pourra proposer s'il le souhaite, la mise en place et l'utilisation de cahiers « électroniques » de chaufferies et de sous stations avec flash code « accès direct », permettant aussi bien au titulaire qu'au bénéficiaire d'accéder en temps réel à la vie technique de l'installation.

Le titulaire s'engage, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements de sécurité en vigueur intervenant en cours de durée du présent accord-cadre, à informer la personne publique de tous les travaux de mise en conformité des ouvrages, des installations et des matériels pour répondre aux spécifications des nouveaux règlements et en relation avec les industriels ayant fabriqué les matériels.

9.2. Visites des organismes agréés et suivi des observations

La réglementation impose des visites périodiques de certains équipements.

Le titulaire a l'obligation d'accompagner les organismes de contrôle lors de leur intervention et de réaliser les opérations telles que les consignations, les ouvertures de panneaux d'accès, etc....

Le représentant du bénéficiaire transmet au titulaire une copie des rapports des organismes de contrôle relatifs aux équipements couverts par le contrat.

Le titulaire:

- analyse les rapports de contrôle transmis,
- met en place les actions correctives pour répondre aux observations incombant à la maintenance (dysfonctionnement, repérage, défaut d'isolement...),
- établit des propositions chiffrées pour répondre aux autres observations (mise en conformité...).

L'analyse ainsi que la mise en place des actions correctives et l'établissement des propositions, se font dans un délai maximum d'un (1) mois après réception du rapport. Immédiat si sécurité en cause.

Le titulaire informe par écrit le bénéficiaire des actions réalisées et, le cas échéant, des réserves restantes n'ayant pu être levées.

ARTICLE 10. OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE**10.1. Consistance des prestations**

La maintenance préventive est effectuée selon des critères prédéterminés dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances des matériels ou équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

Les interventions sont planifiées par le titulaire après validation du bénéficiaire.
Elles peuvent être déclenchées de manière systématique ou conditionnelle.

La nature et la fréquence des actions des prestations telles qu'indiquées dans les gammes de maintenance figurant **en annexes 2 du présent C.C.T.P sont minimales**. Ces listes ne sont pas limitatives et présentent les conditions minimales d'entretien forfaitaire que le bénéficiaire est en droit d'attendre sur les installations techniques qu'il confie.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité de la maintenance qui lui est confiée. Il doit mettre en œuvre les opérations de maintenance préventive de manière à respecter ses obligations de résultats et limiter les interventions de maintenance.

Il lui appartient :

- d'adapter ces gammes aux exigences spécifiques des installations (équipements spécifiques, conditions d'exploitation particulières...) pour garantir les objectifs de résultats,
- d'améliorer ces gammes au cours de l'exploitation du site en tenant compte de l'expérience acquise,
- de compléter les gammes par les données des constructeurs,
- de mettre à disposition du représentant du bénéficiaire, pour validation, les gammes ainsi modifiées, en explicitant les évolutions par rapport aux gammes types.

Le titulaire doit se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements et à une fréquence d'essai préconisée par le constructeur.

10.2. Maintenance préventive systématique

Objectifs :

La maintenance préventive systématique permet :

- d'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant,
- de diminuer les risques d'avaries ainsi que les coûts résultant de l'indisponibilité de l'équipement,
- d'accroître la sécurité des biens et des personnes,
- d'effectuer dans des conditions idéales des tâches préparées à l'avance et donc de gagner du temps,

Programmation :

Un calendrier trimestriel établi par le titulaire précise :

- la nature de l'intervention,
- sa durée prévisible,
- les locaux et/ou les équipements concernés,
- les contraintes éventuelles (immobilisation des équipements...).

Si l'une des deux parties désire déplacer une période de maintenance, elle en informe l'autre au moins un mois avant la date prévue.

Le titulaire informe le représentant de la personne publique des modifications éventuelles de ce calendrier, assorties des justificatifs nécessaires.

Le titulaire soumet à l'accord du représentant de la personne publique les modifications qu'il préconise d'apporter au calendrier, assorties des justificatifs nécessaires. Après accord, il établit un nouveau programme dont la mise en application est immédiate.

Le respect du planning de maintenance préventive systématique est vérifié dans le rapport mensuel du suivi des opérations réalisées et décalées, exigible par l'USID.

Dans le cas d'opérations décalées, le titulaire précisera les actions correctives qu'il compte mettre en œuvre pour combler le retard constaté pour assurer leur exécution dans le mois suivant.

10.3. Maintenance préventive conditionnelle

Objectifs :

La maintenance préventive conditionnelle est une maintenance préventive subordonnée à un type d'événements prédéterminés révélateurs de l'état de dégradation d'un bien. Elle permet de programmer en fonction de certains indicateurs (témoins d'usure, temps de fonctionnement, autodiagnostic...) le remplacement d'éléments composant un équipement en limitant ainsi les coûts en temps et en pièces ainsi que les pertes de production dues aux arrêts des installations.

Programmation :

Au cours de visites programmées définies ci-avant et chaque fois que cela s'avère nécessaire (notamment à la suite des opérations de réglage et d'enregistrement), le titulaire procède aux actions préventives rendues utiles par la situation. Le titulaire juge alors de l'opportunité de déclencher des interventions conditionnelles.

Des interventions peuvent également être lancées après des visites faites par le représentant de la Personne Publique.

En fonction de l'urgence et des éventuels délais de commande, les interventions sont soit :

- exécutées immédiatement,
- planifiées en accord avec le représentant de la personne publique et le titulaire lors des réunions périodiques au cours desquelles les modalités d'interventions sont arrêtées. Elles prennent en compte les contraintes de fonctionnement du bâtiment et celles liées le cas échéant à l'organisation d'événements exceptionnels.

ARTICLE 11. OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE

11.1. Objectifs

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation. La maintenance corrective débouche sur deux types d'intervention :

- la maintenance corrective palliative : elle caractérise les **dépannages**, c'est à dire une remise en état de fonctionnement effectuée in situ, parfois sans interruption de fonctionnement de l'ensemble concerné, avec un caractère « provisoire ». Les interventions correspondantes visent à réduire :
 - * la durée d'arrêt des installations,
 - * les conséquences et, d'une façon générale, les désordres qui s'en suivent,
 - * les risques encourus par les installations, les locaux.
- la maintenance corrective curative : elle caractérise les **réparations**, faites in situ ou en atelier, parfois après dépannage, avec un caractère définitif.

Le titulaire doit connaître les procédures de dépannage et de réparation des équipements dont il a la charge. Sont comprises toutes les sujétions de dépose et repose d'éléments (en plus de ceux concernés par le défaut) pour pouvoir procéder à ces dépannages ou réparations.

11.2. Programmation

Les opérations de maintenance corrective sont réalisées :

- à la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le titulaire ou le représentant de la personne publique ;
- à la demande du représentant de la personne publique qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité, soit en fonction des perturbations constatées, soit à partir des informations données en clair par les systèmes ;
- sur l'initiative du titulaire dans un cadre de maintenance préventive, de prestations de surveillance ou à la suite d'anomalies constatées en astreinte.

Dans le cas où la sécurité des personnes, des biens et de fonctionnement des installations serait en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et assure le dépannage.

Les réparations suivent les interventions d'urgence. Elles sont immédiates si elles conditionnent la remise en marche ou différées si le fonctionnement provisoire sans risque est possible.

11.3. Consistance des prestations

Le titulaire ne peut prétexter que l'origine de la défaillance est extérieure aux installations objet du présent contrat pour refuser d'intervenir.

Lors d'une visite de dépannage, le titulaire procédera au remplacement ou au réglage des éléments défectueux. Il procédera également à la vérification des autres éléments des ouvrages ou des installations afin de pourvoir aux problèmes éventuels et effectuera, préventivement, les opérations nécessaires à un fonctionnement durable des installations.

En aucun cas, un dépannage ne pourra tenir lieu de visite d'entretien normal programmée dans le cadre du programme de maintenance préventive. Les interventions de dépannage ne sont pas considérées comme des événements justifiant le report des actions de maintenance préventive.

Toute intervention en dépannage est consignée et classée par ordre chronologique dans les carnets de chaufferie. Sont consignées au moins les informations suivantes :

- la date et l'heure de l'appel,
- l'auteur de l'appel et son interlocuteur,
- l'objet de l'incident (installation, matériel, lieu, phénomène constaté...).

Les interventions de dépannage sont déclenchées après réception d'un appel téléphonique se présentant sous forme :

- d'un simple appel téléphonique émis par le représentant de la personne publique ou l'agent responsable du site et confirmé par télécopie ;
- d'une télécopie émise par le représentant de la personne publique ou l'agent responsable du site. Les agents responsables du site seront dûment désignés.

Le titulaire devra communiquer un numéro d'appel disponible tous les jours durant la période du contrat et 24h/24h.

Dans tous les cas, avant chaque intervention, le titulaire doit signaler son arrivée aux agents responsables du site pour faciliter son accès.

ARTICLE 12. PRESTATIONS SPECIFIQUES**12.1. Prévention de la légionellose – Réseau ECS**

Le titulaire devra l'entretien, la maintenance, le suivi du traitement d'eau.

Les produits nécessaires aux installations de traitement d'eau sont à la charge du titulaire.

Le titulaire devra également au titre de l'entretien forfaitaire, la surveillance et le traitement des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire conformément aux prescriptions de l'arrêté du 1er février 2010 paru au JORF n°0033 du 09 février 2010.

Le détail des mesures obligatoires et des points de contrôle figure en annexe 2 du présent C.C.T.P.

Le titulaire consignera, selon les périodicités fixées par l'arrêté ci-dessus mentionné, les relevés de température suivants (dates et heures des relevés réalisés) dans un carnet sanitaire spécifique :

- Température de stockage,
- Température de départ,
- Température de bouclage.

Pour les eaux chaudes de qualité sanitaire faisant l'objet d'un traitement contre la corrosion des tuyauteries, le titulaire assurera les prestations prévues par l'Avis Technique obligatoire du C.S.T.B. pour les produits injectés. Y compris le contrôle régulier, à ses frais, par des organismes ou sociétés habilités par le C.S.T.B.

Le titulaire précisera pour chacun des produits qu'il prévoit de mettre en œuvre, son nom, sa qualité, son dosage et le cas échéant son numéro d'Avis Technique du C.S.T.B.

Des analyses annuelles (à définir avec le bénéficiaire) sur un certain nombre de production ECS seront réalisées par le titulaire au titre de l'entretien forfaitaire.

Les points de prélèvements seront : Production, Bouclage, 1 point de puisage défavorable (à définir avec le bénéficiaire), soit un ensemble de 3 points de prélèvement par production d'ECS concernée.

En cas de résultat positif ($>1.1Q3$ UFC/L), le titulaire et le bénéficiaire conviendront des démarches de traitement curatif : un traitement par choc adapté (thermique ou chloré) pourra alors être effectué par le titulaire à ses frais. Tous les traitements curatifs qui peuvent être déployés à la suite d'un incident légionellose sont inclus dans la prestation d'entretien forfaitaire du titulaire.

Le bénéficiaire peut, à son initiative, faire procéder à une campagne de mesures. En cas de résultats positifs, le titulaire aura à ses frais le devoir de déployer un traitement curatif permettant de rétablir la situation.

12.2. Filtration

Le remplacement ou le nettoyage des filtres sera optimisé par mesure des Δp amont-aval de façon à limiter les dépenses.

Toutes les caractéristiques des filtres, ainsi que les opérations de remplacement, seront consignées sur un carnet spécifique dédié à la ventilation.

Les remplacements de filtres (fourniture et main d'œuvre) sont à la charge du titulaire au titre de l'entretien forfaitaire pour tous les équipements nécessitant des protections.

12.3. Disconnecteurs

Réglementation applicable :

- Règlement sanitaire départemental type,
- Décret n°2007-047 du 11/01/2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux de consommation humaines.

Les disconnecteurs hydrauliques seront contrôlés une fois par an dans les conditions imposées par la réglementation qui s'applique localement. Ces contrôles seront imputés au titre de l'entretien forfaitaire. Le titulaire fournira au bénéficiaire un certificat de contrôle annuel de tous ces appareils.

12.4. Adoucisseurs et traitement d'eau

Le titulaire du présent accord-cadre devra annuellement la désinfection des résines des installations d'adoucissement d'eau (analyses et résultats).

Cependant à titre préventif, le titulaire devra réaliser la désinfection des adoucisseurs à minima 2 fois sur la durée totale, reconductions incluses, de l'accord-cadre.

Les produits de traitement d'eau (filmogène, sel, conditionnement de réseau de chauffage, chlore, réducteur de Ph) sont à la charge du titulaire.

12.5. Siphons de sol et fosses pompes de relevage

L'entretien et nettoyage des fosses à pompe de relevage et siphons de sol seront à la charge du titulaire au titre de l'entretien forfaitaire.

Le titulaire se doit de signaler tout problème d'écoulement des siphons de sol au bénéficiaire.

12.6. Équilibrage des réseaux secondaires

Le titulaire du présent accord-cadre devra l'équilibrage des réseaux de chauffage aux bornes des locaux techniques de façon à optimiser les consommations d'énergie.

Le titulaire mettra à disposition des sondes d'enregistrement de températures pour réaliser des vérifications d'équilibrage, de température d'ambiance et d'optimisation des courbes de chauffe en chaufferie et/ou sous-station.

Ainsi l'ensemble des bâtiments raccordés à la chaufferie centrale devra avoir fait l'objet de deux contrôles des températures sur toute la durée de totale de l'accord-cadre, reconductions incluses. Il convient au titulaire de mettre à disposition le nombre de sonde adéquate à la demande.

Il fournira une fois par an, une synthèse de ces prestations avec enregistreurs de température ambiante et débits mesurés sur les vannes à mesure de pression différentielle en sous station.

12.7. Armoires électriques

L'ensemble des armoires électriques destinées aux installations de génie climatique entre dans le cadre du présent accord-cadre au titre de l'entretien forfaitaire, y compris lignes d'alimentations depuis le TGBT et protection en amont.

12.8. Analyse eau de chauffage

Le titulaire devra au titre de l'accord-cadre une analyse annuelle des paramètres physico-chimiques ECS du réseau du circuit de chauffage de chaque chaufferie et/ou sous-station pour obtenir les caractéristiques recommandées par les données constructeur.

ARTICLE 13. DOCUMENTS D'EXPLOITATION – SUIVI DES PRESTATIONS

Les modèles de dossiers d'astreinte, carnets de maintenance, ainsi que la présentation des tableaux de « Reporting » seront étudiés par le titulaire et agréés par le représentant du bénéficiaire.

Ces documents seront tenus à disposition du représentant de la personne publique dans les locaux de l'antenne de l'USID pour les différents sites.

13.1. Documents tenus à jour sur site

À tout moment le représentant de la personne publique peut consulter ces documents sur le site, maintenus à jour par le titulaire.

Planification des opérations

Le titulaire planifie pour l'année les opérations de maintenance préventive. Le document correspondant est remis au représentant du bénéficiaire.

Dossier d'astreinte

Le titulaire doit la mise en place et le suivi d'un dossier d'astreinte. Celui-ci doit comporter au moins les éléments suivants :

- la liste des entreprises et les coordonnées des intervenants sur les installations (Personne Publique et titulaire),
- la liste des numéros de téléphone des astreintes (jour et nuit) de la Personne Publique et de l'exploitant,
- les particularités du site,
- les schémas de principe des installations qui font l'objet d'astreinte,
- la nomenclature et la codification de l'ensemble des documents des installations quel que soit le format (papier ou informatique) avec leur emplacement,
- tous les éléments jugés nécessaires pour la bonne réalisation des prestations d'astreinte.

Carnets de suivi des réseaux d'ECS

Le titulaire tient à jour les carnets de suivi des réseaux Eau Chaude Sanitaire vis à vis du risque de légionellose conformément à la réglementation et aux préconisations de l'Agence Régionale de la Santé.

Cahiers de sous-station et livrets de chaufferie

Le titulaire tient à jour les cahiers de sous-stations et les livrets de chaufferie qui comprennent pour chaque installation :

- La liste des matériels en place,
- Les fiches d'interventions sur appel,
- Les fiches d'intervention suite à des visites d'entretien,
- Les fiches de programmation de la maintenance.

Les ordres de service

Chaque intervention de maintenance préventive, corrective ou de demande de travaux fait l'objet d'un ordre de service.

Ces ordres de services sont édités sur support papier et classés sur site dans le registre prévu à cet effet (dans les locaux de l'Antenne de l'USID).

Ces documents sont mis à disposition de la personne publique à tout moment pour consultation et contrôle.

13.2. Documents à fournir périodiquement lors de réunion

Le représentant du titulaire de l'accord-cadre devra assister aux réunions organisées par la personne publique. Ces réunions se dérouleront dans les locaux de l'antenne de l'USID.

Ces réunions seront au minimum bimensuelles.

Elles permettront :

- de vérifier l'avancement des prestations forfaitaires dues par le titulaire au titre de l'accord-cadre :
 - * la vérification du programme de la maintenance préventive de la période en cours,
 - * la présentation du programme de la maintenance préventive de la période suivante,
 - * la vérification du programme de la maintenance corrective réalisée et celle restant à réaliser ;
- de vérifier l'avancement des prestations et travaux demandés par la personne publique au titulaire :
 - * de faire un point sur les demandes de travaux exprimées par la personne publique,
 - * de faire un point des commandes en attente,
 - * de faire un point de situation des travaux en cours ;
- de traiter des problèmes rencontrés par le titulaire ou la personne publique dans le déroulement des prestations de l'accord-cadre ;

- de faire un bilan des objectifs devant être réalisés par le titulaire de l'accord-cadre, de présenter les contrôles qu'elle aura réalisés au cours du mois précédent et d'en tirer les conclusions en matière d'éventuelles pénalités à appliquer au titulaire.

13.3. Les rapports d'activité

Le titulaire de l'accord-cadre devra transmettre, tous les ans, un rapport d'exploitation lui permettant d'apprécier le respect des engagements, la qualité de la prestation et les progrès réalisés.

Les documents remis seront élaborés à partir des informations consignées dans les cahiers de suivi des installations. Il est entendu que la structure du rapport devra être adaptée aux exigences et aux besoins du bénéficiaire concernant le suivi des prestations dues au titre de l'accord-cadre.

Ce rapport comprendra les éléments suivants :

- Date de début et de fin effective de chauffe,
- Bilan annuel des relevés des compteurs d'énergie thermiques, (Avec arrêté en début et fin de saison de chauffe)
- Bilan annuel des consommations : fioul, gaz, eau, etc.,
- Tableau Excel des livraisons de Fuel par chaufferies,
- Synthèse des interventions, réparations et dépannages effectués avec diagnostic précis sur les causes et les remèdes apportés,
- Le récapitulatif technique des travaux effectués au titre du petit entretien (P1, P2),
- Le récapitulatif technique des travaux effectués au titre du gros entretien (P3),
- Mise à jour du nouveau matériel (changement) au titre du P2 et ou P3,
- Etat général des installations,
- Proposition et priorisation des remplacements, renouvellement et amélioration des installations,
- Copies des bons d'intervention, certificat ou attestation de maintenance,
- Copies des rapports et PV de contrôles réglementaires,
- Copies des rapports d'analyses,
- Bordereau de suivi des déchets,
- Bilan financier P2, P3,
- Certificats d'entretien et ramonage des chaudières,
- Rapports de rejets atmosphériques,
- Rapports de vérifications d'entretien des adoucisseurs ; climatisations ; pompes à chaleur ; disconnecteurs ;
- Rapports d'analyse de Légionelloses,
- Tableau de suivi compteur d'eau.

13.4. Gestion de la documentation technique

Dans le cadre de sa mission le titulaire assure la gestion de la documentation technique qui comprend :

- un inventaire exhaustif de la documentation technique,
- une analyse qualitative de la documentation et des notices de maintenance des fournisseurs, le recensement des manquements pouvant avoir une incidence sur la qualité de la prestation (la liste des documents manquants est transmise au représentant de la Personne Publique dans le cadre du PV de prise en charge),
- la mise à jour des plans, schémas et documents concernés après toute modification des installations réalisée par le titulaire.

Le titulaire devra se procurer auprès des fabricants les notices de maintenance manquantes des matériels objets du présent contrat.

Ces documents sont maintenus sur le site, dans les locaux de chacune des antennes de l'USID concernée.

13.5. Gestion du suivi des déchets

La société titulaire de l'accord-cadre procédera par ses propres moyens au traitement et à l'élimination de la totalité des déchets occasionnés par l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre des installations.

Il est entendu que la mise en destruction en décharge agréée est incluse dans les tarifs proposés par le titulaire à la charge du titulaire.

Le titulaire fournira un bordereau de suivi des déchets au bénéficiaire afin d'assurer la traçabilité des déchets tels que :

- Huiles usagées,
- Fioul, essence, ...
- Filtres,
- Fluides frigorigènes,
- Bidons usagés,
- Pièces détachées hors service de toute nature.

13.6. Contrôles sur sites

L'examen des documents remis dans le cadre du présent C.C.T.P servira à un contrôle documentaire des prestations par le bénéficiaire.

Ce contrôle pourra être complété par des visites aléatoires sur le terrain pour contrôler les délais, la qualité et les procédures et par une enquête de satisfaction auprès du service utilisateur.

Le RPA peut, à tout moment, procéder ou faire procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler, à ses frais par un organisme technique, les équipements concernés par le présent contrat.

En conséquence, le titulaire s'engage à être représenté lors de ces visites réalisées à la demande des représentants du bénéficiaire.

Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Dans le cas où ces contrôles démontreraient que les opérations d'entretien n'ont pas été effectuées conformément au marché, le titulaire serait mis en demeure, par ordre de service de remédier sur le champ à cet état de fait sans supplément de prix.

Le RPA se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au C.C.A.P.

ARTICLE 14. SECURITE DES PERSONNELS – MOYENS - METHODES

Le titulaire devra définir l'implantation géographique des agences ou antennes ainsi que les moyens de liaison (téléphone portable, etc..) et d'intervention disponibles.

14.1. Sécurité des personnels d'exécution et des personnels d'intervention

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité, et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés. On entend ici par sécurité celle liée au travail mais aussi celle liée à la manipulation d'organes alimentés en énergie potentiellement dangereuse.

14.2. Moyen en outillage et matériel - Méthodologie

L'outillage spécifique aux matériels entretenus sera à la charge du titulaire qui en assurera l'entretien. Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel tous les moyens en outillage dont il pourrait avoir besoin pendant ses interventions.

Il s'engage à donner à son personnel d'exécution, une méthode écrite exhaustive des différentes actions à réaliser sur les matériels et les installations.

Le titulaire reste seul juge des produits, matériels et techniques utilisés. Il devra les avoir soigneusement testés et rigoureusement sélectionnés, pour qu'ils soient adaptés à la spécificité des prestations réalisées. De plus, le titulaire restera responsable de toute détérioration qui pourraient éventuellement survenir à la suite de leur utilisation.

Les personnels délégués sur site doivent disposer des habilitations électriques nécessaires et des compétences et formations techniques requises pour assurer toutes les interventions dont ils ont la charge. Ils ont une parfaite connaissance des locaux et des installations et doivent être capables de se rendre à tout moment et dans des délais brefs sur le lieu où une intervention s'avère nécessaire.

Ces personnels ont les compétences pour établir les premiers éléments de diagnostic et sont capables, éventuellement, de faire intervenir des agents qualifiés indispensables non présents sur le site (sous-traitants et astreintes).

14.3. Tenue et comportement des personnels

Le personnel du titulaire intervenant lors des opérations au titre du présent accord-cadre doit être identifiable facilement.

Les personnels devront avoir un comportement exempt de tous reproches. Les personnels devront entre autres, respecter les règles suivantes :

- Interdiction de fumer en dehors des zones autorisées ;
- Tenue vestimentaire en état correct de propreté, identifiant la société ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.

ARTICLE 15. OBLIGATIONS DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

15.1. Obligation de mise à disposition des installations

Le bénéficiaire met à la disposition du titulaire, à titre gratuit, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre : les locaux techniques, soutes, sous-stations et chaufferies, relatifs aux installations sous contrat.

Le bénéficiaire s'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à la disposition du titulaire.

Le bénéficiaire maintient clos et couverts les locaux mis à la disposition du titulaire conformément aux règlements de police et d'assurance.

15.2. Obligation de mise à disposition des fluides et des énergies

Le bénéficiaire assure la fourniture du combustible nécessaire au fonctionnement des chaufferies en activité, en quantité et qualité convenables.

Les combustibles utilisés sont le FOD et le gaz naturel, le cas échéant du charbon.

Le transport et les livraisons de FOD sont assurés par l'UGAP via les commandes effectuées par le Groupement de Soutien de la Base de Défense. C'est le GSBdD qui réceptionne le FOD.

Le titulaire veille que le stock de sécurité en combustible (concernant le FOD et le cas échéant du charbon), correspondant à 15 jours de fonctionnement en période la plus froide soit disponible pour palier un éventuel défaut d'approvisionnement.

Les livraisons sont faites sur demande du titulaire du présent accord-cadre à la personne publique, de manière à ce que le ravitaillement soit assuré.

Le titulaire conservera et transmettra les bons de livraison du charbon au bénéficiaire. Il doit s'assurer de la qualité du charbon et informer le bénéficiaire d'une non-conformité.

Il fera procéder, à ses frais, une (1) fois par saison de chauffe à une analyse complète (granulométrie, % humidité ...).

La présence d'un représentant du titulaire et du bénéficiaire est demandée lors du remplissage des cuves de FOD.

La fourniture de l'eau froide et de l'électricité, nécessaire à la bonne marche des installations, est à la charge du bénéficiaire.

15.3. Autres obligations

Le bénéficiaire s'acquittera régulièrement des factures émises par le titulaire, établies sur les bases du présent accord-cadre.

Lorsque le bénéficiaire fait exécuter des travaux touchant aux installations à la charge du titulaire, il en informera préventivement ce dernier.

Les modalités de paiement des opérations demandées au titulaire (telles que vidange, remplissage, purge des réseaux ...) sont incluses au titre de l’entretien forfaitaire.

ARTICLE 16. CONDITIONS TECHNIQUES

16.1. Chauffage des locaux

Pendant la période effective de chauffage, le titulaire assurera, dans les locaux chauffés, les températures contractuelles moyennes mentionnées ci-dessous et ce, tant que la température extérieure n'est pas inférieure à la température extérieure de base contractuelle (-10°C) et tant que les installations intérieures le permettront.

Pour permettre de réaliser des économies (en consommation) et d'intervenir plus rapidement sur les réglages des sous-stations et de la chaufferie centrale, le titulaire du marché déploiera des sondes de températures dont les relevés sont compatibles avec l’outil PIMENT mis en œuvre par l’USID au titre de la gouvernance énergie (1). Les bâtiments chauffés (liste ci-dessous) feront l’objet d’un relevé de température horaire sur une période de 7 jours à minima.

Liste de bâtiments à typologie :

- Bureau,
- Atelier,
- Hébergement,
- Restauration / Foyer,
- Infirmerie,
- Crèche / Garderie.

Les contrôles devront être réalisés après le début de mise en chauffe, une fois le réglage des installations optimisé, soit :

- entre le 15 janvier et le 1^{er} mars,

ou

- entre le 30 octobre et le 15 décembre.

A l’issue, l’exploitant adressera, à l’antenne du SID, un compte rendu sous forme de tableau (2), dans un délai d'un mois. Le récapitulatif de chaque relevé devra faire état du numéro de site, du numéro de composant (ou bâtiment) et du local, contrôlés.

(1) La compatibilité est liée à une capacité à manipuler les données par le MINARM sans SI propriétaire. Les formats .txt, .csv, .xls et .xlsx sont les seuls compatibles en traitement.

(2) Tableau de relevé de températures (à titre d’exemple)

	A	B	C	D	E	F	G
1	Index	Date	vint1 [°C]				
2	1	13/11/2024 10:39	21,6				
3	2	13/11/2024 11:39	19				
4	3	13/11/2024 12:39	19,5				
5	4	13/11/2024 13:39	19,2				
6	5	13/11/2024 14:39	18,2				
7	6	13/11/2024 15:39	18,1				
8	7	13/11/2024 16:39	18,1				
9	8	13/11/2024 17:39	17,9				
10	9	13/11/2024 18:39	17,8				
11	10	13/11/2024 19:39	17,7				

TEMPERATURE INTERIEURE			
LOCAUX	HORAIRE / JOUR	HORAIRE / NUIT	HORAIRE / WEEK END
bureaux / salles de réunions	6h00 à 18h00 19°	18h00 à 6h00 16°	Vendredi soir 18 h00 Lundi matin 6h00 16°
restauration / foyer	6h00 à 18h00 19°	18h00 à 6h00 16°	Si ouvert voir horaire Jour et nuit si fermé 16°
salles de sport	6h00 à 18h00 17°	18h00 à 6h00 14°	Vendredi soir 18 h00 Lundi matin 6h00 14°
armurerie	6h00 à 18h00 19°	18h00 à 6h00 16°	Vendredi soir 18 h00 Lundi matin 6h00 16°
atelier	6h00 à 18h00 17°	18h00 à 6h00 14°	Vendredi soir 18 h00 Lundi matin 6h00 14°
hébergement permanents	6h00 à 22h00 19°	22h00 à 6h00 18°	Horaire jour / nuit
hébergement stagiaires	6h00 à 22h00 19°	22h00 à 6h00 18°	Si utilisé horaire jour / nuit Si non utilisé 16°
infirmierie / soins	6h00 à 18h00 21°	18h00 à 6h00 18°	Vendredi soir 18 h00 Lundi matin 6h00 18°
crèche / garderie	6h00 à 18h00 23°	18h00 à 6h00 16°	Vendredi soir 18 h00 Lundi matin 6h00 18°
techniques / sensibles	Température selon équipements stockés		
Bureaux + hébergement	6h00 à 22h00 19°	22h00 à 6h00 18°	Si utilisé horaire jour / nuit Si non utilisé 16°
Pour tout bâtiment non utilisé au-delà d'une semaine mettre en réduit à 14°			

L'abaissement de la température de départ et la reprise de sa valeur normale devront être programmés avec un décalage suffisant pour que la diminution des températures intérieures des locaux ait lieu réellement et seront définies d'un commun accord, par site.

Dans le cas où la température extérieure s'abaisse au-dessous de la température de base contractuelle, le titulaire assure le meilleur chauffage compatible avec la puissance des installations et leur sécurité de marche.

16.2. Consommations d'énergie

Le titulaire du marché communiquera à l'USID, sous forme d'un tableau mensuel détaillé, les quantités des fluides consommées pour chacune des chaufferies, tous combustibles confondus.

16.3. Saison de chauffe

La période contractuelle de chauffage est fixée du 15 octobre au 15 avril. Durant cette période le titulaire est tenu d'assurer les obligations contractuelles sans ordre de service particulier. Cependant, à titre exceptionnel, le bénéficiaire pourra, durant cette période, prendre la responsabilité de l'arrêt et de la remise en service du chauffage par ordre de service particulier.

La période réelle de chauffage est celle fixée par le bénéficiaire. Il convient d'entendre que cette période est celle durant laquelle la personne publique souhaite que fonctionne effectivement tout ou partie de ses installations.

En dehors de la saison de chauffage, le bénéficiaire peut demander au titulaire d'assurer le chauffage des locaux dans la mesure de la disponibilité technique des installations.

Le titulaire doit être en mesure de mettre en route ou d'arrêter le chauffage des locaux dans les douze heures suivant la demande du bénéficiaire. Il est tout de même rappelé que le titulaire dispose, au-delà des douze heures de délai avant mise en route, d'une période de mise en température pendant laquelle il n'est pas tenu d'assurer les températures contractuelles.

Pour l'application de l'article 8 (modalités d'exécution des prestations) du C.C.A.P., la durée effective de chauffage relative à une saison déterminée est la somme des durées des périodes pendant lesquelles le titulaire a effectivement assuré le chauffage des locaux. Elle comprend les délais dits « de mise en température » nécessaires au passage du régime de repos des installations au régime normal.

La période de chauffage résulte des clauses contractuelles et des ordres de service de la personne publique. Elle est constatée en fin de saison de chauffage réelle.

Pendant la période de saison de chauffe, il peut être demandé au titulaire de passer en réduit sur les installations définies au marché.

16.4. Eau chaude sanitaire

La température de l'eau chaude sanitaire stockée dans les ballons de distribution doit être comprise entre 58° et 65°C afin de permettre une T° de sortie de l'ECS supérieure ou égale à 55°C au point de distribution. Le titulaire devra immédiatement intervenir auprès de l'USID dès que cette température n'est pas atteinte.

Dans le cadre des mesures préventives de la lutte contre la légionellose, le titulaire du présent accord-cadre devra :

- Vérifier les températures de départ sur la distribution et retour sur le bouclage,
- Chasser la purge manuelle de façon mensuelle des ballons pour les installations équipées,
- Inscription des paramètres de fonctionnement dans le carnet sanitaire.

La fourniture de l'eau chaude doit être assurée toute l'année, le titulaire peut interrompre cette fourniture pour travaux annuels d'entretien pendant une durée totale de six (6) jours au maximum répartie par périodes de moins de quarante-huit heures consécutives. Le titulaire doit en aviser le bénéficiaire une semaine au moins avant chaque interruption.